Les stratégies d'intégration régionales de la Chine et de Taiwan

China and Taiwan's Regional Integration Strategies

Ting-Sheng Lin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6199>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6199](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6199)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Ting-Sheng Lin, « Les stratégies d'intégration régionales de la Chine et de Taiwan », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 22 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6199>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Les stratégies d'intégration régionales de la Chine et de Taïwan

Ting-Sheng Lin

Département de science politique,
Directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est

Le gouvernement de Pékin considère comme inévitable la participation de la Chine au Partenariat transpacifique

L'intégration régionale de la Chine s'est trouvée accélérée par la crise financière de 1997. Depuis, la Chine occupe un rôle de dirigeant actif dans le régionalisme asiatique, et son activisme a changé l'attitude jusque-là hésitante du Japon et de la Corée du Sud.

L'activisme régional de la Chine

En décembre 1997, alors que l'ensemble de l'Asie demeurait encore coincé dans la crise financière, les chefs d'État de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud se sont réunis à Kuala Lumpur avec leurs homologues de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cette réunion, à l'initiative de la Chine, a débouché sur un nouveau cadre de coopération régionale : l'ASEAN+3 (Chine, Japon et Corée du Sud). Par la suite, ces trois pays proposèrent, en 2003, un plan d'intégration régionale de l'Asie du Nord-Est, la Zone de libre-échange Chine-Japon-Corée du Sud (CJK FTA), dont l'objectif était de promouvoir la libéralisation des échanges commerciaux entre les trois plus grandes économies asiatiques. L'une des leçons que le gouvernement chinois a tiré de la crise financière était que la stabilité économique et l'approfondissement de la coopération régionale sont indispensables pour maintenir une croissance soutenable de l'économie chinoise et sur laquelle se base la légitimité du Parti communiste depuis la réforme de 1979.

Plus récemment, la crise financière mondiale de 2007-2008 a fait sombrer les États-Unis et l'Europe dans la récession. Afin d'atténuer l'impact d'une forte diminution de la demande en provenance de ces deux marchés la Chine a injecté une grande quantité de liquidités dans son marché intérieur dans le but d'une part de stimuler la demande, mais aussi pour chercher à renforcer la coopération régionale. Mentionnons entre autres : l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine (CAFTA) en 2010 ; la signature, égale-

ment en 2010, de l'Accord-cadre sur la coopération économique entre la Chine et Taïwan (ECFA) ; l'intensification des négociations en vue d'une intégration régionale de grande envergure dans le cadre de l'ASEAN+6 (RCEP : *Regional Comprehensive Economic Partnership*) ; le début des négociations en 2013 en vue d'un accord de libre-échange trilatéral entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud (CJK FTA) malgré les disputes territoriales non résolues entre ces trois pays voisins. Il n'en demeure pas moins que, malgré l'activisme de la Chine, plusieurs entraves empêchent une intégration régionale en Asie « à la chinoise ».

La Chine et le TPP

La participation du Japon aux négociations du Partenariat transpacifique (TPP) constitue l'un des plus grands défis pour Pékin. Dès 2009, l'engagement de l'administration Obama à vouloir élargir le TPP a été considéré par les autorités chinoises comme une tentative visant à exclure la Chine de l'intégration régionale. Depuis, les nouveaux dirigeants chinois, arrivés au pouvoir en 2012, mettent davantage l'accent sur le projet du RCEP et prévoient terminer toutes les négociations avant 2015. Certains chercheurs chinois estiment de leur côté que l'entrée de la Chine dans le TPP est inévitable, et qu'il faut donc préparer cela au mieux et à l'avance. Il semble que Beijing ait adopté ce point de vue. Aussi, deux nouvelles stratégies viennent confirmer ce constat. Premièrement, la zone de libre-échange de Shanghai, inaugurée en septembre 2013, a été établie pour explorer de nouvelles méthodes pour réduire l'interventionnisme de l'État et ouvrir davantage l'économie chinoise aux investisseurs étrangers. Avant même la fin de l'année 2013, déjà 6000 entreprises attendaient leur licence d'opération dans la zone, selon la municipalité de Shanghai.

Mentionnons ensuite la réforme très controversée des entreprises d'État. Contrairement à ce que nous croyions, la réforme de trente ans n'a pas réduit la part prépondérante de celles-ci dans l'économie chinoise. Aussi, une série de politiques menées par le gouvernement de Hu Jintao depuis 2006 a consolidé et renforcé encore plus leur statut de monopole. Bénéficiant du soutien inconditionnel du gouvernement chinois, ces entreprises d'État possèdent un poids et une taille gigantesque et mondiale, faisant ainsi l'objet de nombreuses critiques provenant du monde occidental. Ces critiques de concurrence déloyale et de statut monopolistique forcent Beijing à prendre certaines mesures concernant la gouvernance de ces entreprises, en partie pour ne pas être exclu des négociations transpacifiques à cause de ces dernières et en partie pour répondre aux plaintes de plus en plus nombreuses devant l'OMC. Les nouvelles politiques que le gouvernement chinois a lancées, à l'occasion du troisième Plénum du dix-huitième Comité central du Parti visent à rendre la gouvernance des entreprises d'État plus transparente et à augmenter les transferts de revenus vers le Trésor public (jusqu'à 30 %). Les effets attendus de ces politiques restent à observer dans la mesure où la Chine ne semble pas prête à abandonner son approche d'un développement économique guidé par l'État.

Et Taiwan ?

Quant à Taiwan, la situation n'est guère plus réjouissante. Même si, dans la hiérarchie du commerce international, Taiwan occupe la 17^e position, l'île a toujours été écartée de toutes les négociations, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales. Cette situation a été imposée par la Chine, son plus important partenaire commercial. L'attitude politique de la Chine détermine entièrement la possibilité pour Taiwan de s'intégrer à l'économie régionale. Suite aux élections de 2008, la reprise de pouvoir par le parti nationaliste (*Kuo mīn táng*) a amélioré significativement les relations entre les deux rives du détroit. Les négociations et contacts semi-officiels de haut niveau entre Beijing et Taipei ont repris. En juin 2010, les deux pays ont signé l'ECFA, mais les objectifs différents des deux parties à l'accord constituent une source éventuelle de confrontation. Par exemple, l'Accord sur le commerce et les services signé en juin 2013, n'arrive pas à rencontrer la procédure de ratification à Taiwan à cause du manque de consensus sur le niveau d'ouverture du secteur des services.

Malgré ses hésitations en ce qui concerne la distance avec la Chine, Taiwan oriente davantage son avenir économique sur l'intégration régionale. Le gouvernement de Ma Ying-jeou a obtenu des bons résultats concernant les négociations en 2013 des accords de libre-échange avec la Nouvelle

Zélande (ANZTEC) et Singapour (ASTEP), grâce à la signature de l'ECFA. Taiwan se fixe comme objectif prioritaire l'adhésion simultanée aux RCEP et TPP dans cinq ans. Le gouvernement taiwanais commence également à étudier la possibilité de signer les accords de libre-échange avec le Japon et l'Union européenne. L'ambition est grande, mais la question est : est-ce que Taiwan est prêt ?